



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 8 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BANQUE DE FRANCE**

Centre Michèle Bergsten  
ZAC du Prieuré Ouest  
77700 Serris

Références : E2/24-2195  
Code AIOT : 0006514495

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 septembre 2024 dans l'établissement **BANQUE DE FRANCE** implanté Centre Michèle Bergsten ZAC du Prieuré Ouest sur la commune de Serris (77700). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- **BANQUE DE FRANCE**
- Centre Michèle Bergsten ZAC du Prieuré Ouest 77700 Serris
- Code AIOT : 0006514495
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11 DCSE IC 076 du 01 août 2011 fixant des prescriptions applicables aux installations du site. Le site a demandé le bénéfice des droits acquis pour les rubriques 4734, 2925, 1185 et 2910, acté par courrier préfectoral n°19/0756 du 09 avril 2019.

Le site est classé à enregistrement sous la rubrique 2910 pour une puissance totale de 44,6 MW, à déclaration sous la rubrique 1185 pour une quantité de fluide frigorigène de 159,3 kg, à déclaration sous la rubrique 4734 pour une quantité de carburant stockée de 429 tonnes et à déclaration sous la rubrique 2925 pour une puissance de 840 kW.

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification de l'installation	Article 1.5.1. de l'Arrêté Préfectoral du 01/08/2011	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Contrôle des moyens de défense incendie	Article 7.6.2. de l'Arrêté Préfectoral du 01/08/2011	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Ressources en eau et mousse	Article 7.6.3. de l'Arrêté Préfectoral du 01/08/2011	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Niveau sonore	Article 6.2.3. de l'Arrêté Préfectoral du 01/08/2011	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit régulariser la situation administrative de son site de Serris en corrigeant le classement sous les rubriques 1185 et 2925. En outre, il doit transmettre les différents rapports de contrôle concernant les moyens d'extinction incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modification de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2011, article 1.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour des rubriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que, des modifications ayant été apportées aux installations, la situation administrative de son site de Serris était erronée pour les rubriques 2925 et 1185.</p> <p>En effet, le site serait classé sous la rubrique 2925-1 pour une puissance de 350 kW (chargeur de batterie), alors que selon la preuve de dépôt n° A-0-PJWMF6SE3 du 06/04/2020, les activités ont été classées sous la rubrique 2925-2 pour une puissance de 4011 kW.</p> <p>De même, pour la rubrique 1185, la quantité de fluide frigorigène déclarée était de 159,3 kg alors qu'elle est de 1 096 kg (6 groupes froids de 170 kg et 4 pompes à chaleur de 19 kg).</p> <p>L'exploitant n'a pas déclaré les modifications concernant les rubriques 2925 et 1185, contrairement aux dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réaliser un porter à connaissance afin de mettre à jour la situation administrative du site vis-à-vis des rubriques 1185 et 2925. Ce dernier doit expliquer les modifications apportées et la nature des installations concernées (transmettre au besoin une mise à jour des plans).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Niveau sonore

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2011, article 6.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du niveau sonore
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire réaliser tous les 5 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.</p>

<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de contrôle sonore réalisé par la société DEKRA le 26 janvier 2024, aucune anomalie n'a été constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Contrôle des moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2011, article 7.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit pouvoir justifier que ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels dont la fréquence est au minimum annuelle. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le site dispose de 4 poteaux incendie, d'un système d'extinction à brouillard d'eau pour les groupes électrogènes, d'une extinction gaz pour les salles informatiques et d'extincteurs disposés dans le site.  L'exploitant n'a pas présenté les rapports de contrôle des différents moyens d'extinction et de lutte contre l'incendie ni le registre indiquant les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées.  Il doit en outre s'assurer que les 4 poteaux incendie délivrent un débit unitaire de 60 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre les rapports de contrôle des différents moyens d'extinction incendie, notamment les poteaux incendie (entretien et débit unitaire de 60 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures), le système d'extinction à brouillard d'eau pour les groupes électrogènes, le système d'extinction gaz pour les salles informatiques, les extincteurs, les dispositifs de désenfumage, l'alarme incendie.  L'exploitant doit justifier de l'existence du registre indiquant les dates, les modalités des contrôles et les observations constatées.  L'exploitant doit également justifier du débit unitaire de chacun des 4 poteaux incendie, à savoir au moins 60 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2011, article 7.6.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ressources en eau et mousse
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Toutes les mesures de prévention et de défense incendie prévues dans le dossier de demande d'autorisation du 17 décembre 2010 sont respectées.

<p>L'exploitant dispose à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système de détection automatique d'incendie couvrant l'ensemble du bâtiment.</li> <li>- d'un réseau fixe d'eau incendie constitué de 4 hydrants dont un seul utilisable en simultané, assurant en toutes circonstances un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. Ce débit doit être fourni par le réseau. Ces prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau et le débit délivré est périodiquement contrôlé ;</li> <li>- de 2 réserves d'eau de 120 m<sup>3</sup> en secours de l'alimentation en eau du réseau communal ;</li> <li>- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques et judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et de pelles, notamment au niveau des zones abritant les groupes électrogènes et plus généralement les installations de combustion ;</li> <li>- d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention ;</li> <li>- d'une desserte du bâtiment assurée par des voies répondant en outre aux caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN (avec 90 kN maximum par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m minimum) ;</li> <li>- résistance au poinçonnement de 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface minimale de 0,20 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- rayon intérieur R supérieur ou égal à 11m ;</li> <li>- surlargeur <math>S = 15/R</math> dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50m (S et R étant exprimés en m) ;</li> <li>- hauteur libre supérieure ou égale à 3,5 m ;</li> <li>- pente inférieure à 15%.</li> </ul> </li> <li>- de dispositifs à commande manuelle, assurant le désenfumage des locaux et conformes aux dispositions de la section 2 de l'arrêté du 05 août 1992 et de l'instruction technique modifiée relative au désenfumage dans les établissements recevant du public ;</li> <li>- de points d'eau (hydrants et réserves incendie) placés à plus de 8 m des façades du bâtiment ;</li> <li>- de réserves incendie aménagées de telle sorte que celles-ci soient conformes à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951 et qui respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- avoir une capacité minimale réellement utilisable de 120 m<sup>3</sup> en toutes circonstances ;</li> <li>- être accessible en tous temps par les engins des sapeurs-pompiers ;</li> <li>- présenter une hauteur géométrique d'aspiration qui, dans les conditions les plus défavorables, soit inférieure à 6 m ;</li> <li>- disposer d'une plate-forme d'aspiration conforme aux dispositions de l'annexe jointe à l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-et-Marne du 13 avril 2011.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence des 4 poteaux incendie et d'extincteurs répartis sur le site. L'exploitant a indiqué la présence d'un système d'extinction à brouillard d'eau pour les groupes électrogènes et d'une extinction gaz pour les salles informatiques.</p> <p>Il n'a pas été constaté la présence des 2 réserves d'eau de 120 m<sup>3</sup> en secours de l'alimentation en eau du réseau communal.</p> <p>L'inspection n'est pas en mesure de s'assurer que les moyens de lutte contre l'incendie mis en œuvre sur le site sont adaptés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance permettant de justifier que les moyens de lutte contre l'incendie mis en place sur le site sont adaptés et permettent de répondre aux prescriptions à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 01/08/2011.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

